

Compte rendu de la table ronde
Dynamiques sociales et environnement
Pour un dialogue entre chercheurs, opérateurs et bailleurs de fonds.
BORDEAUX 9-10-11 septembre 1998

Les organisateurs

L'association ENDA-Tiers monde, l'association française des volontaires du progrès, la banque mondiale, l'agence française de développement, l'union européenne, le fonds français pour l'environnement mondial, le groupe de recherche et d'échanges technologiques, le secrétariat d'Etat à la coopération, l'ORSTOM, le programme environnement, vie et sociétés du CNRS, l'unité mixte de recherches CNRS-ORSTOM regards, l'union internationale pour la conservation de la nature étaient les organisateurs des deuxièmes rencontres de Bordeaux sur le thème « Dynamiques sociales et environnement ».

Ces organisations invitaient les chercheurs, les opérateurs et les bailleurs de fonds à réfléchir cette année sur **le développement des ressources naturelles : logique des acteurs face à l'espace et au temps**.

Il semble important que, dans l'avenir, le CIRAD puisse faire partie des organisateurs notamment dans la perspective des troisièmes rencontres qui seront probablement organisées dans un ou deux ans. Cette collaboration paraît d'autant justifiée que le CIRAD a abondamment été cité notamment pour les projets du Niger (Energie II) et de Madagascar (processus GELOSE). Alain Karsenty et Alain Bertrand (ce dernier, associé à François Falloux, de la Banque Mondiale) étaient invités à des présentations en séance plénière sur des sujets d'intérêt général, respectivement "Différentes formes de droits d'accès et de gestion des ressources" et "Du public au privé dans la gestion de l'environnement". Par ailleurs, le CIRAD-Forêt avait financé la participation de Lawali Ada (direction de l'environnement Niger) qui est intervenu de façon active et intéressante.

Les questions

« La difficile gestion du couple environnement / développement est aujourd'hui, au Nord comme dans le dialogue Nord-Sud, au centre de multiples débats. L'un des aspects de cette gestion est qu'en fonction de son rôle dans le dispositif du développement chaque groupe d'acteurs du Nord inscrit son action dans une certaine conception et une certaine délimitation de l'espace sur lequel il agit et dans une certaine échelle de temps de réalisation. (...).

[Les] multiples superpositions de perceptions, d'intérêts, de logiques, [les] conflits de cultures ne sont-elles pas l'une des causes des échecs des tentatives de concilier, au niveau global comme au niveau local, environnement et développement ? Comment tenter

d'harmoniser, de modéliser les différentes approches afin de parvenir à la convergence des stratégies dans l'action et à leur efficacité ?»

Pour répondre à ces questions générales, trois ateliers thématiques ont été organisés : 'les espaces forestiers', 'les aires protégées' et 'la ville et l'eau'.

Les conclusions

Synthèse de la conclusion générale faite par D. Pillot (GRET)

Considérant,

- la **faiblesse des connaissances** sur l'articulation environnement/ développement,
- la **dispersion des résultats** sur les dynamiques de gestion de l'espace par les sociétés locales,
- en conséquence, le **faible impact** de ces connaissances **sur la formulation des interventions**,

les participants recommandent :

- de **pérenniser les occasions de confrontations des expériences** et des méthodes entre chercheurs, opérateurs et bailleurs de fonds,
- de construire des **réseaux d'observatoires interprofessionnels** d'acteurs de la coopération en matière d'environnement et de développement,
- de faciliter l'élaboration de **synthèses transversales thématiques**
- d'accorder davantage de place, au sein des institutions, à des **problématiques pluridisciplinaires** et à la valorisation sociale des travaux de recherche inhérents,
- de reconnaître un lieu d'accumulation en matière d'environnement
- de construire des actions avec une **contractualisation** entre les différents acteurs (opérateurs et chercheurs, du Sud et du Nord) afin de concrétiser la fin annoncée de « la coopération de l'offre ». Ces actions **d'appui à des processus** plus que de réalisation de projets, devraient être régulièrement évaluées et relever d'une **programmation souple**.
- de mettre en place **des modes de financement à long terme** pour faciliter la recherche dans la durée, en cohérence et en coordination entre bailleurs,
- d'intégrer le **principe de précaution**.

Commentaires

Les acteurs locaux étaient fondamentalement absents. Et même s'ils ne pouvaient être présents physiquement au moins leurs intérêts auraient-ils pu être représentés au travers des discours. Certains participants l'ont souligné en le regrettant.

De façon générale, le dialogue est resté majoritairement de type Nord-Nord. La voix des chercheurs du Sud présents a-t-elle été entendue ?

Malgré l'accroissement des préoccupations en matière d'environnement, notamment au niveau international, les aides publiques dans ce domaine décroissent, tandis que les investissements privés dans le domaine de l'environnement ont dépassé maintenant le volume de l'aide publique.

Le mot « *participation* » des acteurs est remis en cause. Pour le remplacer et aller plus loin, « *négociation* » et « *contractualisation* » entre acteurs commencent à être reconnus. Mais il reste à travailler sur ces coordinations car le seul outil, actuellement mobilisé, qu'est le contrat

ne peut suffire d'autant plus qu'il n'est pas sûr que la notion de contrat ait le même sens pour les acteurs du Nord et du Sud. Les débats ont évoqué également la question de la propriété de la biodiversité, et les limites de la conception "exclusive et absolue" de la propriété (opposée à la notion de patrimoine) pour une gestion viable, multi-usages et pluri-acteurs, de l'environnement.

Les modes de collaboration entre chercheurs et bailleurs de fonds soulèvent les problèmes de la construction précoce de scénarios ensemble, de la capitalisation et de l'évaluation communes. Dans la perspective d'une troisième rencontre, un certain nombre de propositions ont été avancées par des bailleurs de fonds afin d'accroître la portée de ce type de manifestations. Parmi celles-ci, mentionnons la proposition que chaque thème soit précédé d'une communication reflétant "l'état de l'art" dans le domaine, afin de savoir comment se situent les réponses du développement (et l'évolution des projets) par rapport aux acquis de la recherche. La possibilité de se "caler" sur l'agenda des débats internationaux (l'UNCED programme une revue sur les Océans en 1999, sur l'Agriculture Durable en 2000...) est également envisagée. Enfin, la possibilité, voire la nécessité, d'organiser ce type de manifestation dans un PVD (Afrique ?) est soulignée, de préférence avec un thème central (ex. Agriculture Durable).

Communications

avec au moins un auteur appartenant au CIRAD

ALPHA A., 1998. La gestion exclusive des espaces forestiers.

BOURGEOON G., LAURENT J., GUNNELL Y., 1998. L'agroforesterie des caféières du Coorg (Inde du Sud) - Impacts sur le carbone organique des sols et perspectives de gestion à long terme.

LAUGA-SALLENAVE C., SIBELET N., 1998. Là où il n'y a pas de forêt... Dynamiques bocagères et environnement au Fouta-Djalou (Guinée) et au Niumakélé (Comores).

LAOUALY A., MONTAGNE P., LAMINOUE A.M., HAMADOU M., 1998. Les marchés ruraux de bois-énergie : outils de développement rural local et de gestion durable des massifs forestiers sahéliens.

BALLAN E., 1998. De participation en conflit : la décision partagée à l'épreuve des faits dans la moyenne vallée du Zambèze.

KLEITZ G., 1998. Les éléphants, les paysans et les planificateurs font la course : conservation de la grande faune africaine dans la vallée du Zambèze.

KARSENTY A., 1998. Les différentes formes de droits dans l'accès et la gestion des ressources en Afrique et à Madagascar.

BERTRAND A., 1998. De la gestion publique à la gestion privée de l'environnement